

## Pierre Werner, Itinéraires luxembourgeois et européens

**Légende:** Dans ses Mémoires, Pierre Werner, ancien Premier ministre et ministre des Affaires étrangères luxembourgeois, évoque la crise politique de la chaise vide de 1965-1966.

**Source:** WERNER, Pierre. Itinéraires luxembourgeois et européens, Évolutions et souvenirs (1945-1985). Volume II. Luxembourg: Editions Saint-Paul, 1991. 351 p. ISBN 2-87963-124-6. p. 64-65.

**Copyright:** (c) Editions Saint-Paul

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/pierre\\_werner\\_itineraires\\_luxembourgeois\\_et\\_europeens-fr-712eae92-3551-4d09-b440-2286c409448c.html](http://www.cvce.eu/obj/pierre_werner_itineraires_luxembourgeois_et_europeens-fr-712eae92-3551-4d09-b440-2286c409448c.html)

**Date de dernière mise à jour:** 19/12/2013

## Pierre Werner, *Itinéraires luxembourgeois et européens*

[...]

Le 30 juin on se retrouvait pour discuter le règlement financier. C'est alors que l'approche globale pour la réalisation du programme proposé par la Commission se disloquait au fil des interventions et des arrières-pensées des uns et des autres. Spaak intervint à un moment donné en voulant faire table rase du préalable du renforcement du pouvoir budgétaire du Parlement. Mal lui en prit. Certains collègues dénonçaient son abandon d'une position de démocrate parlementaire. Mais dans la plupart des esprits, il était sous-entendu qu'on ne pouvait échouer sur ce tabou. Toutefois la discussion sur ce point s'était échauffée à tel point que le Président Couve, avec une morgue sarcastique, lança durement: « Ce n'est pas parce qu'on parle du Parlement qu'il faut se conduire comme des parlementaires ». La séance de nuit s'engageait mal. Il fallait s'entendre sur le financement de la politique agricole pendant la période transitoire, quelle qu'en fût d'ailleurs la durée, encore en discussion. Les ministres se consacraient à des discussions comptables compliquées et déprimantes. Le temps manquait évidemment pour évaluer toutes les hypothèses avancées par les uns et les autres. Or, le président français s'accrochait à la date limite du 30 juin. Mauvais présage: au douzième coup de minuit, une panne d'électricité plongeait le palais des Congrès dans l'obscurité. Nous passions en séance restreinte, comme c'est le cas quand les situations paraissent inextricables. A 2 heures du matin, le Président Couve de Murville, qui ne s'était pas départi de son impassibilité connue, met fin à la séance, après avoir parlé de crise grave et de rupture d'engagements.

Nous restions perplexes. Le Président n'acceptait pas de fixer une date pour la suite du débat. Le Gouvernement français aviserait.

Avant la levée brusque de la séance, j'avais encore lancé à Couve: « Un célèbre homme d'Etat français a dit: ,Négocions! Négocions toujours!' ». Je citais de mémoire défaillante. Couve me rétorqua: « Je n'ai jamais nié que Talleyrand fût français. » En fait la citation à laquelle je me référais était de Richelieu qui écrit dans son Testament politique: « Négociateur continuellement est tout à fait nécessaire au bien des Etats. » Voilà que nous nous séparons par-dessus le marché sur un malentendu littéraire! Ceci ne porte pas ombrage au sens de mon intervention qui était dans la ligne des efforts que j'avais déployés à imaginer des solutions transactionnelles.

[...]

Je dois dire que pendant cette phase critique, je n'étais pas particulièrement catastrophé. J'avais le sentiment que les Six avaient déjà couvert ensemble trop de chemin pour laisser la Communauté se disloquer. La France, en acceptant non seulement, mais en revendiquant même l'intégration des marchés agricoles, avait saisi une chance unique de mettre dans la balance des bienfaits du Marché Commun pour son compte un secteur économique pour lequel elle se trouvait dans une position forte et prometteuse pour l'avenir. L'idée qui avait effleuré quelques esprits de continuer sans la France ou avec un autre partenaire ne pouvait que casser pour longtemps l'union européenne. La France avait besoin de ses partenaires, comme les partenaires avaient besoin de la France. Mais comment en sortir?

[...]